

207^{ème} Conseil exécutif de l'UNESCO

Intervention de l'Ambassadrice Véronique

ROGER-LACAN

**Déléguée permanente de la France auprès de
l'UNESCO**

Monsieur le Président du Conseil exécutif,

Madame la Présidente de la Conférence Générale,

Madame la Directrice Générale,

Chers confrères,

C'est un Conseil exécutif stratégique qui s'ouvre à la veille de la 40^{ème} Conférence générale. Nous devons relever ensemble trois séries de défis.

Notre premier défi est de maintenir l'UNESCO au cœur du multilatéralisme en actionnant trois outils à notre portée :

- **Soutenir la Transformation stratégique en cours :** Les réformes enclenchées vont dans le bon sens et sont menées dans la transparence et la concertation.

- **Voter un budget de 534 M\$ en croissance réelle zéro :** Cette option inclut le nouveau calcul de barèmes agréé par les délégations à New-York et la réalité des contributions obligatoires à l'UNESCO avec deux Etats membres en moins ainsi que les 11 M\$ non dépensés dans les budgets précédents. Elle fait donc sens politiquement, budgétairement et financièrement. Pour notre part, nous augmenteront aussi nos contributions volontaires qui devraient atteindre 7,5 MEuros en 2020.

- **Réformer le fonctionnement de l'Organisation** en privilégiant le consensus, plutôt qu'en recourant à certains amendements à notre Acte constitutif qui divisent plus qu'ils ne résolvent des crises.

Notre deuxième défi : recentrer notre action sur notre mandat de 1945, fondamental dans notre monde en bouleversement :

Dans le domaine de l'éducation...

...nous soutenons l'éducation pour toutes et tous, en commençant par les petites filles et par l'Afrique ainsi que la prévention, par l'éducation, de l'extrémisme violent.

La lutte contre la violence et le harcèlement en milieu scolaire est aussi une de nos priorités. Avec le

Mexique et le Maroc, nous déposons un projet de décision invitant ce Conseil puis la Conférence générale à créer une journée internationale de lutte contre le harcèlement, dont le cyber harcèlement, en milieu scolaire.

Je confirme également notre attachement aux principes d'Abidjan. Cela fera l'objet d'un projet que nous déposerons au 209^{ème} Conseil exécutif.

Nous nous réjouissons que la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur vienne devant ce Conseil. Elle favorisera la mobilité internationale des étudiants et consacrera le caractère de « bien public », qui est notre conception de l'enseignement supérieur. Elle contribuera enfin à protéger l'autonomie et la liberté académiques.

Notre environnement sonore est également essentiel et nous devons veiller à éduquer les plus jeunes aux sons, au beau, et accompagner les efforts de tous, pour rendre les sons des villes et les échos de nos vies, plus supportables. Nous co-parrainons donc un projet de proclamation d'une Semaine du son de l'UNESCO.

S'agissant de sciences, nous souhaitons...

- Avancer en direction d'une éthique de l'Intelligence Artificielle qui tienne compte des travaux en cours dans d'autres enceintes, dans le domaine des affaires stratégiques ;
- Favoriser une science qui contribue à la lutte contre le dérèglement climatique et qui soit accessible d'abord à ceux qui subissent la fracture numérique ;

Pour la Culture et le Patrimoine :...

... Les récents exemples d'atteintes au patrimoine universel de l'humanité nous engagent à renforcer nos actions de sauvegarde dans le cadre des objectifs de développement durable 2030.

Nous devons aussi reconstruire les patrimoines détruits par les conflits et l'extrémisme en nous appuyant sur les Conventions de 1954 et de 1970. Nous soutenons donc l'initiative « *Faire revivre l'esprit de Mossoul* » à travers la Fondation ALIPH¹. Par ailleurs, nous appelons au renforcement des échanges et des formations d'experts dans la lutte contre le trafic de biens culturels.

S'agissant de la diversité culturelle, nous participons activement au travail du secrétariat sur la Convention de 2005 et en particulier sur la mise en œuvre de la directive sur le numérique dans le secteur culturel et artistique. Nous souhaitons aussi

¹ Alliance Internationale pour la Protection du Patrimoine dans les zones de conflits

faire monter en puissance le Fonds International sur la Diversité Culturelle (FIDC) dont nous sommes le premier contributeur. Ce fonds doit désormais devenir le seul instrument financier sur lequel le secteur culture de l'UNESCO se concentre pour venir en soutien à des projets créatifs.

Sur Mémoire du Monde :...

... Nous regrettons l'absence de consensus. Nous espérons vivement que les nominations contestées ne remettront pas en question l'existence même du Registre.

Enfin, nous devons faire vivre ensemble les valeurs qui fondent l'Unesco : les droits de l'Homme...

... Ce n'est pas un mandat à part de l'UNESCO ni un accessoire pour les Etats. Les droits de l'Homme sont

le fondement même de notre Organisation. Il n'y a pas de double standard en matière de droits de l'Homme. Il y a ceux qui les promeuvent et les protègent et il y a ceux qui les violent. La France attache du prix à l'action du Comité sur les Conventions et recommandations.

Nous considérons comme essentielle aussi l'action de l'UNESCO en faveur de la protection des journalistes et professionnels des médias, ainsi qu'à leur formation, notamment à travers les programmes PIDC et PIPT. L'UNESCO, chef de file pour la mise en place du Plan des Nations Unies pour la sécurité des journalistes et la lutte contre l'impunité des crimes commis à leur encontre, c'est une fierté pour nous. Nous serons encore et toujours « Charlie » et défendrons des médias libres et pluriels y compris les dessinateurs de presse, contre l'obscurantisme et le relativisme culturel. Ils sont l'épine dorsale de la démocratie. A ce titre, nous

appelons à l'identification des coupables des meurtres de Jan Kuciak en Slovaquie et de Daphné Caruana-Galizia à Malte, pour ne citer qu'eux.

Monsieur le Président du Conseil exécutif,

La France, Etat du siège, continuera à s'engager sans relâche en faveur de l'UNESCO. Dans cette perspective, je confirme la candidature de mon pays au Conseil exécutif.

Je vous remercie./.